

Valeurs, les leçons du long terme

Vincent Tiberj

▶ **To cite this version:**

Vincent Tiberj. Valeurs, les leçons du long terme. 2014. hal-01070790v1

HAL Id: hal-01070790

https://sciencespo.hal.science/hal-01070790v1

Submitted on 2 Oct 2014 (v1), last revised 20 Aug 2015 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Valeurs : les leçons du long terme

Vincent Tiberj

Le climat récent en France n'a guère été favorable aux valeurs sociales et culturelles progressistes. Les manifestations anti-mariage pour tous (devenues depuis anti-théorie du genre), les attaques racistes contre Christiane Taubira – qui renouent avec les figures d'un racisme biologique qu'on croyait définitivement marginalisé –, le ras-le-bol fiscal des Bonnets rouges sont autant de manifestations et de points de tension qui semblent redonner du souffle à une droite culturelle et économique. Si l'on raisonne en termes de rapports de force médiatique et politique dans le temps court, on peut alors effectivement parler de droitisation. Une parole s'est libérée et les « belles et hautes voix » que réclamait la ministre de la Justice semblent soit aphones, soit noyées dans le bruit médiatique. D'ailleurs, depuis l'élection de François Hollande, les sondages sont clairs, bien au-delà des questions de popularité : par exemple le droit de vote pour les étrangers était soutenu par 57 % des Français

Vincent Tiberj est chargé de recherches au Centre d'études européennes de Sciences Po.

en mai 2012, ils n'étaient plus que 41 % en décembre 2012, et tout laisse penser que ce pourcentage n'est pas remonté depuis.

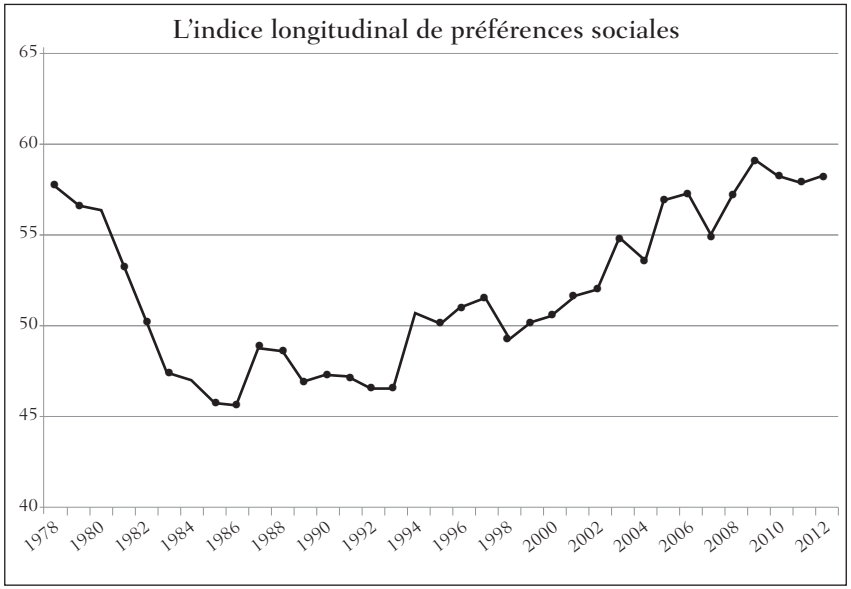
Mais il est important de déplacer le regard pour mieux comprendre la nature et les causes du phénomène à l'œuvre. D'abord, il faut réintroduire du temps long dans l'analyse, ce qui permet de relativiser les événements présents. Ensuite, cette analyse dans le temps long éclaire les mécanismes expliquant les hauts et les bas des demandes sociales et sociétales des électeurs français et remet au centre du jeu l'importance des débats politiques pour faire bouger les lignes dans un sens ou dans un autre.

Les hauts et les bas de la gauche sociale

Trop souvent, on entend que les débats sur la taille et sur le rôle de l'État, sur la redistribution ou sur les inégalités sont devenus secondaires et que les Français se sont convertis au système économique tel qu'il est aujourd'hui. Cela n'est pas toujours vrai, bien au contraire. À partir de la méthode élaborée par James Stimson aux États-Unis, on a pu développer un indice longitudinal de préférences sociales qui permet de mesurer et de comparer dans le temps long les demandes sociales de l'électorat[18].

18. Cet indicateur se fonde sur l'agrégation de 125 séries de questions françaises posées au moins à deux reprises, de manière strictement identique, depuis 1978, soit trente-quatre années d'enquête. Elles portent sur le rôle et la taille de l'État, les notions de liberté, d'égalité ou de redistribution par exemple. Parmi elles, 13 ont été posées 10 fois ou plus dans des enquêtes et 51, au moins 5 fois. Cette mesure est construite sur un fichier qui recense au total 554 mesures de l'opinion publique. Voir James A. Stimson, Cyrille Thiébaut, Vincent Tiberj, « The evolution of policy attitudes in France », *European Union Politics*, Volume 13, Issue 2, June 2012, pp. 293-316 et Vincent Tiberj, « Ça s'en va et ça revient : les valeurs sociales et économiques de l'électorat » *in L'État de l'opinion 2012*, présenté par Olivier Duhamel et Édouard Lecerf, Paris, TNS Sofres/Seuil, pp. 97-110.

DROITISATION EN EUROPE : ENQUÊTE SUR UNE TENDANCE CONTROVERSÉE

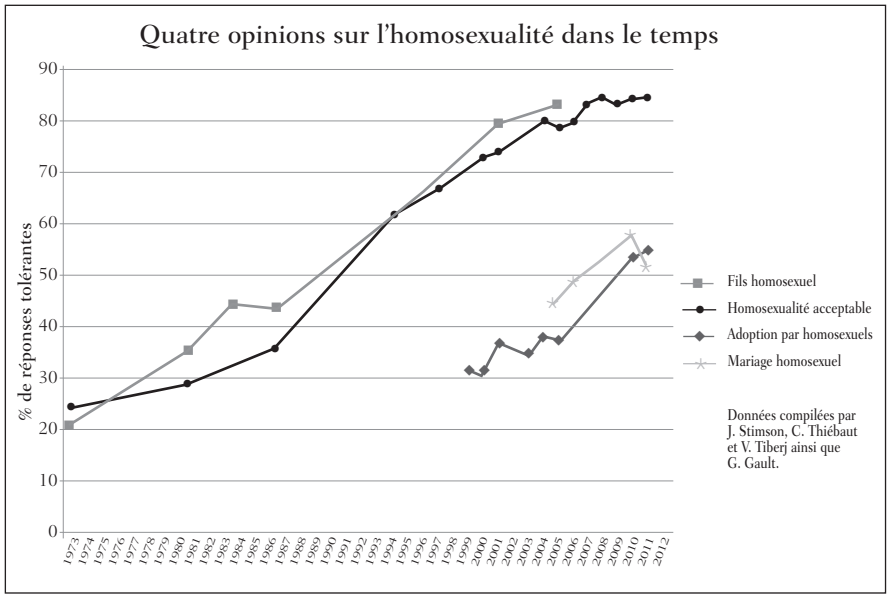


Les demandes sociales ne sont pas stables dans le temps ; elles ont évolué entre un minimum de 46, en 1985, et un maximum de 59, en 2009. Nombre de Français changent d'avis, demandant soit plus, soit moins d'État selon les années, et particulièrement en fonction des gouvernements. Quand la gauche dirige, les demandes sociales diminuent, mais elles augmentent clairement quand la droite est au pouvoir, conformément au modèle thermostatique de l'opinion[19]. Surtout, les préférences des Français pour les valeurs sociales étaient particulièrement fortes à la veille de l'élection présidentielle de 2012, l'indice renouant avec des niveaux qui n'avaient

19. Christopher Wlezien, « The Public as Thermostat: Dynamics of Preferences for Spending », *American Journal of Political Science*, 39, 1995, pp. 981-1000.

pas été atteints depuis la fin des années 1970 : 58 en 2012 contre 56,5 en 1978. Autrement dit, la demande de gauche était particulièrement forte au moment où François Hollande entrait à l'Élysée.

L'évolution tranquille des valeurs culturelles dans l'Hexagone



En matière de valeurs culturelles, la France est loin de se droitiser dans le temps long. C'est particulièrement visible sur les questions de sexualité ou sur les rôles de genre. « L'homosexualité est une manière acceptable de vivre sa sexualité » : cette question a été initiée par la Sofres en 1973

et a depuis été posée par plusieurs instituts et organismes de recherche. Elle permet de rendre compte du chemin parcouru. En 1973, cette tolérance pour le moins « minimale » n'était partagée que par 24 % des personnes interrogées. Par la suite, la tolérance va progresser mais lentement. En 1981, ils ne sont que 29 %, puis 36 % en 1987. C'est seulement en 1995, soit trois ans avant le débat sur le pacs, qu'une majorité de Français se déclare tolérante : 62 %. En 2012, dernière année où la question a été posée, 84 % des Français considèrent l'homosexualité acceptable. On mesure combien la France des années 1970 était oppressante en comparaison de celle des années 2000. L'opinion publique peut aussi progresser très vite, comme par exemple sur la question de l'homoparentalité : 32 % de soutien en 2000 et 55 % en 2012.

L'explication à cette progression tient essentiellement à des forces sociales de long terme, qui toutes vont dans le sens de plus de tolérance : le renouvellement générationnel, l'augmentation du niveau de diplôme, le recul de la religion. Près d'un électeur de 2012 sur deux n'était pas en âge de voter en 1981 (et un sur cinq n'était même pas né). En 1982, 39 % des Français étaient sans diplôme, 9 % étaient bacheliers et 8 %, diplômés du supérieur ; contre 21 % de sans-diplôme, 15 % de bacheliers et 22 % de diplômés du supérieur en 2006. Quant à la religion, en 1978, les athées étaient largement minoritaires face aux catholiques (14 %, contre 21 % de catholiques pratiquants réguliers et 18 % de pratiquants irréguliers). Aujourd'hui, la « cathosphère » a peut-être développé une culture manifestante et « réclamé » la rue, mais les catholiques pratiquants réguliers ne sont plus que 8 % et les irréguliers, 15 % alors que les sans-religion sont désormais 35 %. Bref, les Français ne sont plus ce qu'ils étaient !

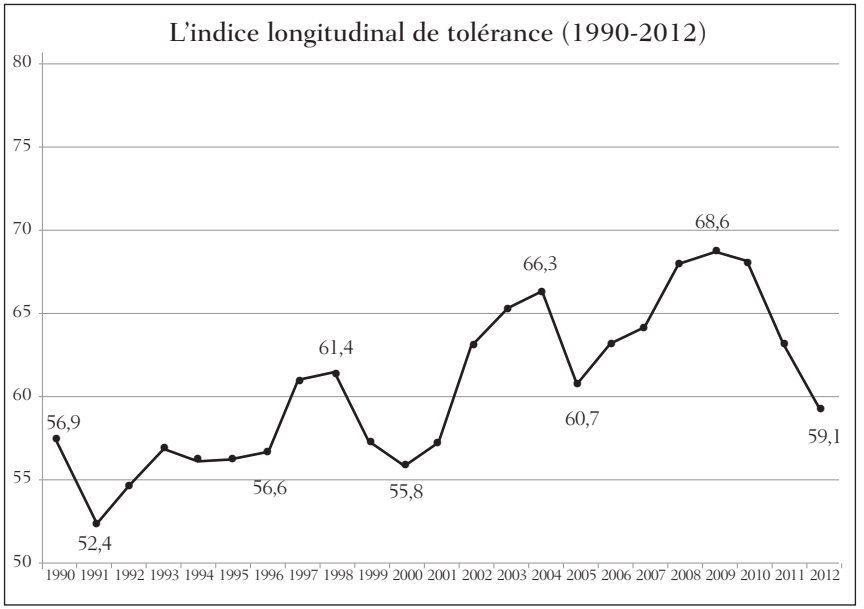
Au-delà de cette nouvelle donne sociale, les individus eux-mêmes changent, suivant en cela une norme d'ouverture et de tolérance qui se diffuse dans la société. En 1995, 55 % des électeurs nés dans les années 1930 considéraient que l'homosexualité n'était pas une manière acceptable de vivre sa sexualité. Ils étaient encore 41 % parmi les électeurs nés dans les années 1940 et 29 % parmi ceux nés dans les années 1950. En 2012, ils ne sont plus respectivement que 25 %, 19 % et 13 %. Vieillissement et conservatisme ne vont pas forcément de pair, contrairement à ce qui est régulièrement affirmé. Les électeurs sont souvent plus tolérants aujourd'hui qu'hier et le vieillissement de la population n'est donc pas forcément le signe d'une crispation française[20].

Les hauts et les bas de la tolérance à l'immigration

Cette évolution tranquille qui fait que les électeurs se révèlent de plus en plus tolérants sur les questions de mœurs vaut aussi, jusqu'à une certaine mesure, pour la tolérance envers les immigrés. Nous nous fondons ici sur l'indicateur longitudinal de tolérance[21] qui a été créé à partir du baromètre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

20. Vincent Tiberj, « Les temps changent, renouvellement générationnel et évolutions politiques en France », *Revue française de sociologie*, vol. 54, n° 4, décembre 2013, pp. 741-778.

21. Cet indicateur est créé à partir de 65 séries de questions. Pour 47 d'entre elles, soit environ 72 %, elles ont été posées à au moins 8 reprises. Outre la condition d'être répétées dans le temps, ces séries ont été sélectionnées si, et seulement si, la question portait sur une dimension préjudicielle à l'égard d'une minorité ethno-religieuse ou touchant directement l'individu dans son rapport à l'autre. Voir Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, « Racisme et xénophobie en hausse : retournement historique ou effet de contexte ? » *in* Commission nationale consultative des droits de l'homme, *La Lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2011*, Paris, La Documentation française, 2012 (en ligne : www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/124000269/0000.pdf, pp. 37-51).



Certes, l'électorat français se révèle moins raciste à la fin des années 2000 qu'au début des années 1990, mais clairement les évolutions en matière de tolérance à l'égard des immigrés sont plus heurtées : soit avec une montée de la tolérance (entre 1996 et 1997 ; entre 2002 et 2004 ; entre 2005 et 2009), soit par des retours en arrière parfois conséquents, comme lors de la crise des banlieues de 2005. Une partie de ces résultats s'explique de la même façon que les hauts et les bas des demandes sociales du public. Par exemple la tolérance progresse généralement sous les gouvernements de droite. Une lecture trop sommaire laissait à penser que les politiques menées sous Nicolas Sarkozy trouvaient un écho dans l'opinion. C'est effectivement le cas, mais dans le sens inverse :

entre 2007 et 2009 par exemple, l'indice a progressé de 4,6 points. De la même façon, l'élévation du niveau de diplôme et le renouvellement générationnel sont des mécanismes qui nourrissent la tolérance envers les immigrés.

Il se passe cependant quelque chose de nouveau depuis 2009. Le retour en arrière est particulièrement spectaculaire. C'est la première fois que l'indice est en recul pendant trois années consécutives. Surtout, jamais il n'a subi de dégradation aussi forte depuis la création du baromètre de la CNCDH : une baisse de 4,5 points avait été relevée entre 1990 et 1991 et une baisse de 5,6 points entre 1998 et 2000, puis entre 2004 et 2005. La baisse de l'indice entre 2009 et décembre 2012 atteint 9,5 points, ce qui peut se traduire par un « changement d'attitude » entre tolérance et intolérance de près de un électeur sur dix au cours de ces trois années.

L'explication de cette baisse est à chercher dans l'accumulation de facteurs négatifs qui, pris ensemble, peuvent expliquer ce recul sans précédent.

Il n'y avait pas de relation évidente entre les données macroéconomiques (notamment le taux de chômage) et les évolutions de l'indice longitudinal de tolérance jusqu'en 2008[22]. Cependant, l'aggravation de la crise économique semble bien indiquer que les immigrés sont vus comme des boucs émissaires. D'ailleurs, deux questions du baromètre de la

22. Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, *op. cit.* et James A. Stimson, Cyrille Thiébaut, Vincent Tiberj, *op. cit.*

DROITISATION EN EUROPE : ENQUÊTE SUR UNE TENDANCE CONTROVERSÉE

CNCDH sont révélatrices. Sur la question « de nombreux immigrés viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale », le niveau de réponses tolérantes flirte en 2012 avec le niveau relevé en 2001 (24,5 contre 25). Quant à la question « les travailleurs immigrés doivent être considérés ici comme chez eux puisqu'ils contribuent à l'économie française », les réponses de 2012 n'avaient jamais été aussi intolérantes depuis 2005.

L'impact de l'actualité et le cadrage des débats autour de l'immigration sont également déterminants. Le débat lancé par Marine Le Pen, puis repris par le candidat UMP autour de la viande halal, l'affaire du « pain au chocolat » de Jean-François Copé, la question des Roms, le retour du racisme biologique contribuent à créer un « cadrage », une manière de parler de l'immigration qui pèse sur les attitudes du public français. Le racisme et la xénophobie ne sont pas que des attitudes stables forgées sur le long terme mais plutôt des prédispositions. Paul Kellstedt[23], dans la lignée des travaux de John Zaller, souligne l'ambivalence des attitudes à l'égard des « autres ». Le même individu peut présenter simultanément des dispositions à la tolérance et aux préjugés, la prévalence des unes sur les autres dépendant fortement de l'environnement, des informations reçues, d'événements récents qui l'ont marqué. Depuis plusieurs années, le rapport de force est nettement en faveur des prises de position xénophobes et cela a modifié le rapport de force interne entre considérations tolérantes et considérations intolérantes chez nombre d'individus.

23. Paul M. Kellstedt, *The Mass Media and the Dynamics of American Racial Attitudes*, Cambridge University Press, 2003.

En résumé, la droitisation n'est pas systématique et elle dépend des valeurs prises en compte. Remarquons que, sur le long terme, le public français n'a jamais été aussi ouvert et tolérant. Il n'en demeure pas moins que le contexte est déterminant dans les évolutions normatives des électeurs, à la hausse comme à la baisse. Il est clair que qui (les figures médiatiques, les responsables politiques, les organisations) « cadre » le débat peut faire bouger les lignes et que la parole antiraciste a perdu du terrain. Raison de plus pour sonner le rappel des « belles et hautes voix » qui n'oublient pas que la diversité et la tolérance sont des valeurs républicaines qui ont besoin d'être défendues.

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-069-4

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www. jean-jaures.org

Réalisation : REFLETSGRAPHICS
Imprimé en France par l'imprimerie A.Trois
MARS 2014

Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant
Ernst Hillebrand, Vincent Tiberj

Préface de François Rebsamen

Droitisation en Europe
Enquête sur une tendance controversée

Assiste-t-on vraiment à une droitisation des opinions publiques européennes ?

Pour dépasser les discours alarmistes et les projections faussées, la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS) ont lancé une enquête dans sept pays européens et sollicité l'expertise de sondeurs et de chercheurs.

Leurs conclusions, et parfois leurs désaccords, mettent à jour les ressorts d'un phénomène complexe et équivoque, mais non moins essentiel à la compréhension d'un paysage politique mouvant.

www.jean-jaures.org
www.feps-renaissance.fr

9 782362 440694
ISBN : 978-2-36244-069-4
12 €

Jean Jaurès Fondation